



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
SECTEURS D'ACTIVITÉS	3
FAIT SAILLANT DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2020.....	3
MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS	4
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS.....	5
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS	9
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	18
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	21
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	25

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA », « TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI » ou la « société mère »), est une entreprise de communication qui œuvre dans quatre secteurs d'activités : la télédiffusion, les services cinématographiques et audiovisuels, les magazines ainsi que la production et la distribution. En télédiffusion, la Société est active en création, en diffusion et en production d'émissions de divertissement, de sports, d'information et d'affaires publiques ainsi qu'en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter neuf services spécialisés. Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios, de mobiles et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Dans le secteur magazines, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Québec. Le secteur production et distribution se spécialise dans la production et la distribution d'émissions de télévision destinées au marché mondial. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du deuxième trimestre 2020 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés résumés de la Société pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 30 juin 2020 et 2019 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») dont, en particulier, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019, de même qu'avec les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020. Tous les montants sont en dollars canadiens.

La pandémie de la COVID-19 continue d'avoir des répercussions majeures sur l'environnement économique au Canada et à l'échelle mondiale. Le 13 mars 2020, afin de limiter la propagation du virus, le gouvernement du Québec a imposé une série de mesures préventives spéciales y compris la suspension des activités commerciales jugées non essentielles. Le gouvernement du Québec a annoncé, progressivement depuis, les différentes étapes d'un plan de reprise des activités s'échelonnant sur plusieurs mois. Cette crise a réduit significativement les activités de nombreux partenaires d'affaires au premier semestre 2020 et a entraîné un ralentissement marqué de certains secteurs d'activités de la Société. Entre autres répercussions, le virus de la COVID-19 et les mesures mises en place pour freiner sa propagation ont causé une réduction significative des revenus publicitaires, une baisse importante d'événements sportifs diffusés par la chaîne spécialisée « TVA Sports », une réduction de la fréquence de mise en marché de certaines publications et un arrêt de la plupart de nos activités de production de contenu. La Société a cependant poursuivi ses activités essentielles visant à informer en plus de divertir la population, tout en s'assurant de mettre en place les mesures internes nécessaires afin de protéger la santé et la sécurité de ses employés et du public. La Société s'est d'ailleurs assurée d'offrir un service d'information en continu sur la crise aux téléspectateurs via le Réseau TVA ainsi que la chaîne spécialisée « LCN ». En raison de ce ralentissement économique, la Société a réduit la prestation de services d'environ 25 % de ses effectifs qui reçoivent dorénavant des prestations en vertu du programme de soutien de la Société pour compenser leur mise en disponibilité. Pendant la crise sanitaire, ce programme offre une aide financière qui s'ajoute aux programmes de Subvention salariale d'urgence du Canada ou de Prestation canadienne d'urgence. Plusieurs entités des différents secteurs de la Société répondent aux critères de qualification à la Subvention salariale d'urgence.

Tant que les incertitudes concernant l'ampleur et la durée de la pandémie se poursuivront, le conseil d'administration de la Société et son équipe de direction continueront de surveiller l'impact de la crise sur les secteurs d'activités de la Société, ses employés, ses clients, ses partenaires d'affaires, ainsi que sur la population du Québec, et prendront les mesures appropriées, selon les besoins, jusqu'à ce que la crise s'atténue et que les conditions du marché se stabilisent.

Les impacts de la crise liée à la COVID-19 sur les résultats d'exploitation des secteurs d'activités de la Société pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2020 sont analysés plus en détail dans la section « Analyse par secteurs d'activités » du présent rapport de gestion. Il est par ailleurs difficile à ce stade-ci de prévoir quelles seront les conséquences de cette crise au cours des prochains trimestres. La crise liée à la COVID-19 pourrait avoir un impact défavorable important sur la croissance à court et à moyen terme des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société. Ainsi, les croissances enregistrées au cours des trimestres antérieurs pourraient ne pas être représentatives des croissances futures.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Au début du présent exercice, la direction a apporté des modifications à la structure de gestion de la Société. À la suite de ces changements, les activités d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia, anciennement exercées par le secteur magazines, ont été regroupées avec les activités existantes de production commerciale du secteur télédiffusion sous la marque COLAB STUDIO Marketing Collaboratif (« **COLAB** »). L'information financière des périodes comparatives a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Au début du deuxième trimestre 2019, la Société a revu ses secteurs d'activités afin de mieux refléter l'évolution de ses opérations et de sa structure de gestion à la suite de l'acquisition, le 1^{er} avril 2019, des sociétés du groupe Incendo (« **Incendo** »). Ainsi, un nouveau secteur a été créé, soit le secteur production et distribution.

Également, depuis le 13 février 2019, à la suite de l'acquisition des sociétés des groupes Serdy Média inc. et Serdy Vidéo inc., les activités reliées aux chaînes spécialisées « Évasion » et « Zeste » ont été intégrées dans les résultats du secteur télédiffusion alors que les activités de postproduction ont été incluses dans les résultats du secteur des services cinématographiques et audiovisuels.

Les activités de la Société se composent dorénavant des secteurs suivants :

- **Le secteur télédiffusion** inclut les activités du Réseau TVA, des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles ainsi que les activités de production commerciale et d'édition sur mesure.
- **Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (« MELS »)**, par le biais des filiales Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. et MELS Doublage inc., inclut les activités de services de location de studios, de mobiles et d'équipements, les activités de doublage et de vidéodescription ainsi que les services de postproduction et d'effets visuels.
- **Le secteur magazines**, par l'entremise de ses filiales, notamment TVA Publications inc. et Les Publications Charron & Cie inc., comprend les activités d'édition de magazines dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration ainsi que la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.
- **Le secteur production et distribution**, par l'entremise des sociétés du groupe Incendo, inclut les activités de production et de distribution d'émissions de télévision, de films et de téléseries destinés au marché mondial.

FAIT SAILLANT DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2020

- Le 26 juin 2020, la présidente et chef de la direction de la Société, France Lauzière, a annoncé l'accélération du déploiement du plan d'affaires de MELS et, par conséquent, la nomination de Martin Carrier à titre de président de MELS. M. Carrier agissait à titre de vice-président principal au développement des affaires de MELS depuis le 21 avril 2020.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net (la perte nette) conformément aux IFRS, comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres, les impôts sur le bénéfice et la part du bénéfice dans les entreprises associées. Le BAIIA ajusté, tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec la perte nette divulguée aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1
Rapprochement du BAIIA ajusté présenté dans ce rapport avec la perte nette divulguée aux états financiers consolidés résumés
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télédiffusion	3 470 \$	(1 606) \$	7 299 \$	874 \$
Services cinématographiques et audiovisuels	507	1 837	3 679	1 943
Magazines	2 890	3 211	3 554	4 592
Production et distribution	428	322	1 095	322
Éléments intersectoriels	71	-	246	-
	7 366	3 764	15 873	7 731
Amortissement	8 471	9 722	17 002	18 787
Charges financières	665	1 047	1 335	2 004
Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres	1 802	1 477	2 104	4 645
Recouvrement d'impôts	(666)	(2 245)	(693)	(4 637)
Part du bénéfice dans les entreprises associées	(169)	(196)	(426)	(347)
Perte nette	(2 737) \$	(6 041) \$	(3 449) \$	(12 721) \$

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019

Produits d'exploitation de 103 855 000 \$, en baisse de 42 100 000 \$ (-28,8 %).

- Baisse de 29 697 000 \$ (-25,5 %) dans le secteur télédiffusion (tableau 2) due essentiellement à la diminution de 33,0 % des revenus du Réseau TVA compte tenu d'une baisse de 36,0 % des revenus publicitaires, à la baisse de 18,3 % des revenus des chaînes spécialisées provenant également d'une baisse de 47,2 % des revenus publicitaires ainsi qu'à la diminution de 27,5 % des produits d'exploitation de COLAB.
- Baisse de 6 788 000 \$ (-47,6 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), principalement attribuable à la diminution de 70,8 % des revenus de location de studios, de mobiles et d'équipements ainsi qu'à la baisse de 75,7 % des revenus générés par les activités de postproduction, contrebalancées en partie par l'augmentation de 37,3 % des revenus découlant des activités de doublage et de vidéodescription.
- Baisse de 5 486 000 \$ (-35,3 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable à l'impact sur les revenus de la cessation de la publication du « ELLE Canada » et du « ELLE Québec » dont les dernières mises en marché ont été celles du mois de mai 2019, jumelé aux diminutions de 43,3 %, de 27,7 % et de 36,9 % respectivement pour les revenus publicitaires, les revenus en kiosque et les revenus d'abonnement pour les magazines comparables.
- Baisse de 610 000 \$ (-17,5 %) dans le secteur production et distribution (tableau 2) principalement dû à un décalage dans le temps de la distribution de films produits par Incendo pour certains territoires.

Tableau 2
Produits d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Télédiffusion	86 767 \$	116 464 \$	194 828 \$	226 204 \$
Services cinématographiques et audiovisuels	7 460	14 248	25 442	27 201
Magazines	10 037	15 523	20 330	30 181
Production et distribution	2 869	3 479	7 622	3 479
Éléments intersectoriels	(3 278)	(3 759)	(7 233)	(6 969)
	103 855 \$	145 955 \$	240 989 \$	280 096 \$

BAIIA ajusté de 7 366 000 \$, soit un écart favorable de 3 602 000 \$ (95,7 %).

- Écart favorable de 5 076 000 \$ dans le secteur télédiffusion (tableau 3), principalement attribuable à l'amélioration de 59,4 % du BAIIA ajusté négatif des chaînes spécialisées, notamment de « TVA Sports », contrebalancée en partie par la diminution de 38,4 % du BAIIA ajusté du Réseau TVA.
- Écart défavorable de 1 330 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à la diminution de la rentabilité des activités de location de studios, de mobiles et d'équipements ainsi que des activités de postproduction alors que l'ensemble des autres activités de ce secteur a connu une augmentation de rentabilité, notamment en ce qui a trait aux effets visuels ainsi qu'aux activités de doublage et de vidéodescription.
- Écart défavorable de 321 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable à la cessation de la publication du « ELLE Canada » et du « ELLE Québec », contrebalancée en partie par la performance de

l'ensemble des titres comparables dont les économies de coûts ont plus que compensé la baisse des produits d'exploitation qui a été amplifiée par la crise sanitaire actuelle et la nécessité de réduire les fréquences de mises en marché.

- Écart favorable de 106 000 \$ dans le secteur production et distribution (tableau 3) découlant principalement d'économies au niveau des frais d'administration qui ont plus que compensé la diminution de la marge brute provenant de la production et la distribution de films.

Tableau 3
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif)
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Télédiffusion	3 470 \$	(1 606) \$	7 299 \$	874 \$
Services cinématographiques et audiovisuels	507	1 837	3 679	1 943
Magazines	2 890	3 211	3 554	4 592
Production et distribution	428	322	1 095	322
Éléments intersectoriels	71	-	246	-
	7 366 \$	3 764 \$	15 873 \$	7 731 \$

Perte nette attribuable aux actionnaires de 2 744 000 \$ (-0,06 \$ par action de base et dilué), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 6 224 000 \$ (-0,14 \$ par action de base et dilué) pour la même période de 2019.

- Cet écart favorable de 3 480 000 \$ (0,08 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - la hausse de 3 602 000 \$ du BAIIA ajusté; et
 - l'écart favorable de 1 251 000 \$ au niveau de la charge d'amortissement; partiellement contrebalancés par :
 - l'écart défavorable de 1 579 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour les trimestres terminés les 30 juin 2020 et 2019.

Charge d'amortissement de 8 471 000 \$, soit une baisse de 1 251 000 \$ qui s'explique essentiellement par la fin de la période d'amortissement en décembre 2019 d'équipements destinés à la location et d'actifs incorporels découlant de l'acquisition de la presque totalité des actifs de Vision Globale A.R. ltée le 30 décembre 2014, contrebalancée en partie par l'augmentation de la charge d'amortissement liée à des actifs incorporels découlant des récentes acquisitions d'entreprises.

Charges financières de 665 000 \$, soit une baisse de 382 000 \$ découlant principalement de l'écart favorable au niveau des intérêts sur la dette échéant à court terme. Cette baisse est contrebalancée en partie par la comptabilisation d'une perte de change alors qu'un gain de change avait été comptabilisé au cours du trimestre correspondant de 2019, ainsi que par la charge de désactualisation reliée à la somme à payer et à la contrepartie conditionnelle dans le cadre de l'Acquisition d'Incendo telle que décrite dans la section de l'analyse des résultats du secteur production et distribution ci-après.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres de 1 802 000 \$ pour le deuxième trimestre de 2020 comparativement à 1 477 000 \$ pour la période correspondante de 2019.

- Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, la Société a comptabilisé un montant net de 2 097 000 \$ découlant principalement de la réduction de postes et de la mise en place de mesures de réduction de coûts dont 1 415 000 \$ dans le secteur télédiffusion et 682 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (1 123 000 \$ pour la période correspondante de 2019 dont 834 000 \$ dans le secteur télédiffusion, 108 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que 181 000 \$ dans le secteur magazines).
- Au cours de cette même période, la Société a enregistré un gain de 253 000 \$ lié à la disposition d'un actif pour un produit de disposition de 310 000 \$.
- Au cours du deuxième trimestre 2019, la Société avait ajusté à la hausse la provision pour baux onéreux du secteur magazines pour un montant de 373 000 \$.

Recouvrement d'impôts de 666 000 \$ (taux d'imposition effectif de 18,6 %) au cours du deuxième trimestre 2020, comparativement à un recouvrement d'impôts de 2 245 000 \$ (taux d'imposition effectif de 26,5 %) à la même période de 2019, soit un écart défavorable de 1 579 000 \$ qui s'explique principalement par l'incidence de la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales, par la comptabilisation en 2020 d'un ajustement d'impôts relativement à une année antérieure et par la comptabilisation d'impôts étrangers. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

Part du bénéfice dans les entreprises associées de 169 000 \$ au deuxième trimestre 2020, comparativement à 196 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2019, soit un écart défavorable de 27 000 \$ qui s'explique par la baisse des résultats financiers d'une entreprise associée dans le domaine de la télévision.

Comparaison des six premiers mois de 2020 et 2019

Produits d'exploitation de 240 989 000 \$, en baisse de 39 107 000 \$ (-14,0 %).

- Baisse de 31 376 000 \$ (-13,9 %) dans le secteur télédiffusion (tableau 2) due essentiellement à la diminution de 20,2 % des revenus du Réseau TVA dont une baisse de 20,9 % des revenus publicitaires, à la baisse de 25,9 % des revenus publicitaires des chaînes spécialisées ainsi qu'à la diminution de 22,0 % des produits d'exploitation de COLAB. Ces écarts défavorables ont été contrebalancés en partie par l'augmentation de 3,7 % des revenus d'abonnement des chaînes spécialisées.
- Baisse de 1 759 000 \$ (-6,5 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), principalement attribuable à la diminution des revenus de l'ensemble des activités du secteur, à l'exception des activités de doublage et de vidéodescription qui ont connu une augmentation de 46,8 % de leurs revenus et des activités d'effets visuels qui ont connu une augmentation de 18,5 %.
- Baisse de 9 851 000 \$ (-32,6 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable à l'impact sur les revenus de la cessation de la publication du « ELLE Canada » et du « ELLE Québec » dont les dernières mises en marché ont été celles du mois de mai 2019, jumelé aux diminutions de 40,7 %, de 23,4 % et de 31,3 % respectivement pour les revenus publicitaires, les revenus en kiosque et les revenus d'abonnement pour les magazines comparables.
- Hausse de 4 143 000 \$ (119,1 %) dans le secteur production et distribution (tableau 2) expliquée principalement par l'ajout des revenus découlant de l'Acquisition d'Incendo, telle que décrite dans la section de l'analyse des résultats du secteur production et distribution ci-après, pour un semestre complet en 2020.

BAIIA ajusté de 15 873 000 \$, soit un écart favorable de 8 142 000 \$ (105,3 %).

- Écart favorable de 6 425 000 \$ dans le secteur télédiffusion (tableau 3), principalement attribuable à l'amélioration de 54,2 % du BAIIA ajusté négatif de « TVA Sports », contrebalancée en partie par la diminution de 60,7 % du BAIIA ajusté du Réseau TVA.
- Écart favorable de 1 736 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation de 150,3 % du BAIIA ajusté généré par les activités de location de studios, de mobiles et d'équipements, à l'amélioration de la rentabilité des activités d'effets visuels ainsi qu'à l'augmentation de 79,4 % du BAIIA ajusté généré par les activités de doublage ainsi que de vidéodescription alors que les activités de postproduction ont connu une baisse de rentabilité.
- Écart défavorable de 1 038 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), expliqué principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019.
- Écart favorable de 773 000 \$ dans le secteur production et distribution (tableau 3) expliqué principalement par l'ajout du BAIIA ajusté découlant de l'Acquisition d'Incendo pour un semestre complet en 2020.

Perte nette attribuable aux actionnaires de 3 467 000 \$ (-0,08 \$ par action de base et dilué) au cours des six premiers mois de 2020, comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 12 939 000 \$ (-0,30 \$ par action de base et dilué) pour la même période de 2019.

- Cet écart favorable de 9 472 000 \$ (0,22 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - la hausse de 8 142 000 \$ du BAIIA ajusté;
 - l'écart favorable de 2 541 000 \$ au niveau des frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres;
 - l'écart favorable de 1 785 000 \$ au niveau de la charge d'amortissement; et
 - l'écart favorable de 669 000 \$ au niveau des charges financières;partiellement contrebalancés par :
 - l'écart défavorable de 3 944 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour les semestres terminés les 30 juin 2020 et 2019.

Charge d'amortissement de 17 002 000 \$, soit une baisse de 1 785 000 \$ qui s'explique essentiellement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019.

Charges financières de 1 335 000 \$, soit une baisse de 669 000 \$ découlant principalement de l'écart favorable au niveau des intérêts sur la dette échéant à court terme, contrebalancé en partie par la charge de désactualisation reliée à la somme à payer et à la contrepartie conditionnelle dans le cadre de l'Acquisition d'Incendo.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres de 2 104 000 \$ pour les six premiers mois de 2020 comparativement à 4 645 000 \$ pour la période correspondante de 2019.

- En plus du gain sur disposition d'un actif comptabilisé au cours du deuxième trimestre 2020, la Société a enregistré un montant net de 2 255 000 \$ au cours du premier semestre 2020 découlant principalement de la réduction de postes et de la mise en place de mesures de réduction de coûts, dont 1 439 000 \$ dans le secteur télédiffusion, 682 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels et 134 000 \$ dans le secteur magazines (2 499 000 \$ pour la période correspondante de 2019 dont 1 147 000 \$ dans le secteur

télédiffusion, 111 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que 1 241 000 \$ dans le secteur magazines).

- Au cours des six premiers mois de 2020, la Société a comptabilisé une charge de 194 000 \$ relativement aux acquisitions d'entreprises alors qu'une charge de 1 865 000 \$ avait été comptabilisée pour la période correspondante de 2019, principalement pour des investissements au système canadien de radiodiffusion pour soutenir des productions de langue française, exigés par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») comme condition de transfert des licences des chaînes « Évasion » et « Zeste » à la Société.
- Au cours du premier semestre de 2019, la Société avait également ajusté à la hausse la provision pour baux onéreux du secteur magazines pour un montant de 397 000 \$.

Recouvrement d'impôts de 693 000 \$ (taux d'imposition effectif de 15,2 %) pour les six premiers mois de 2020, comparativement à un recouvrement d'impôts de 4 637 000 \$ (taux d'imposition effectif de 26,2 %) à la même période de 2019, soit un écart défavorable de 3 944 000 \$ qui s'explique principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

Part du bénéfice dans les entreprises associées de 426 000 \$ au cours des six premiers mois de 2020, comparativement à 347 000 \$ pour la période correspondante de 2019, soit un écart favorable de 79 000 \$ qui s'explique par de meilleurs résultats financiers d'une entreprise associée dans le domaine de la télévision.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télédiffusion

Comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019

Produits d'exploitation de 86 767 000 \$, soit une diminution de 29 697 000 \$ (-25,5 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 33,0 % des revenus du Réseau TVA provenant essentiellement d'une baisse de 36,0 % des revenus publicitaires en lien avec la pandémie;
- la baisse de 47,2 % des revenus publicitaires des chaînes spécialisées dont une diminution de 90,5 % pour « TVA Sports » découlant d'une baisse importante d'événements sportifs diffusés par la chaîne dont le report des séries éliminatoires de la Ligue nationale de hockey (« LNH ») au troisième trimestre;
- la baisse de 27,5 % des revenus de COLAB découlant d'un volume d'activités moins élevé en lien avec la pandémie également; et
- la baisse de 4,6 % des revenus d'abonnement pour « TVA Sports » et « LCN »;

contrebalancées en partie par :

- l'augmentation de 6,0 % des revenus d'abonnement provenant des autres chaînes spécialisées et découlant du renouvellement de la majorité de nos ententes de distribution à des tarifs reflétant la juste valeur de nos chaînes.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone
(Parts de marché en %)

Deuxième trimestre 2020 vs Deuxième trimestre 2019			
	2020	2019	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	23,7	23,5	0,2
SRC	12,1	10,3	1,8
V	5,0	5,1	-0,1
	40,8	38,9	1,9
Chaînes spécialisées et payantes francophones :			
TVA	18,6	17,0	1,6
Bell Média	10,0	13,9	-3,9
Corus	6,7	7,0	-0,3
SRC	7,2	5,2	2,0
Autres	5,2	5,3	-0,1
	47,7	48,4	-0,7
Total chaînes anglophones et autres :	11,5	12,7	-1,2
Groupe TVA	42,3	40,5	1,8

Source : Numeris - Québec franco, 1^{er} avril au 30 juin, l-d, 2h-2h, t2+.

Pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2020, les parts de marché de Groupe TVA ont augmenté de 1,8 part par rapport à la période correspondante de 2019, passant de 40,5 parts à 42,3 parts.

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 18,6 parts pour le deuxième trimestre de 2020 comparativement à 17,0 parts pour la même période de 2019, soit une augmentation de 1,6 part. Découlant principalement du contexte actuel lié à la pandémie, la chaîne de nouvelles et d'affaires publiques « LCN » a connu une croissance exceptionnelle de 5,1 parts et affiche 10,6 parts pour cette période de trois mois en conservant le titre de la chaîne spécialisée la plus écoutée au Québec, devançant même la chaîne généraliste « V » avec plus du double des parts de marché de cette dernière pour la période. Les chaînes « Prise 2 », « Zeste » et « Yopa » ont également connu des croissances de leurs parts de marché de 0,4, 0,3 et 0,2 part respectivement. La chaîne « TVA Sports » a, quant à elle, connu un recul de 3,6 parts découlant aussi du contexte actuel où tous les grands événements sportifs ont été annulés ou reportés. Finalement, les chaînes « addik^{TV} » et « Casa » ont également connu des reculs de leur part de marché de 0,6 et 0,2 part respectivement.

Le Réseau TVA demeure en tête des stations généralistes avec ses 23,7 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes et en augmentation de 0,2 part par rapport à la période correspondante de 2019. Le Réseau TVA a diffusé l'émission la plus regardée au Québec durant le deuxième trimestre 2020, soit le grand événement télévisuel *Une chance qu'on s'a* qui a rendu hommage aux gens du Québec dans la lutte contre la COVID-19, avec un auditoire moyen de plus de 2,0 millions de téléspectateurs.

Charges d'exploitation de 83 297 000 \$, soit une baisse de 34 773 000 \$ (-29,5 %), expliquée principalement par :

- la baisse de 38,8 % des charges d'exploitation de « TVA Sports » principalement attribuable à la baisse importante d'événements sportifs diffusés par la chaîne, dont le report des séries éliminatoires de la LNH au troisième trimestre, et ce, malgré la comptabilisation d'une charge de contenu audiovisuel tenant compte des nouveaux formats et calendriers de diffusion associés à ces événements;

- la baisse de 31,1 % des charges d'exploitation du Réseau TVA attribuable essentiellement à des économies au niveau de la main-d'œuvre, à la comptabilisation de la Subvention salariale d'urgence pour les employés ayant offert leur prestation de services, aux économies de commissions sur ventes publicitaires ainsi qu'à une réduction de frais administratifs compte tenu de la baisse de certains volumes d'activités. Ces économies ont été contrebalancées en partie par un écart défavorable au niveau des coûts de contenu découlant, entre autres, de la comptabilisation d'une charge de dépréciation sur certains droits de diffusion alors qu'un renversement de charge de dépréciation avait été comptabilisé au cours du trimestre correspondant de 2019; et
- la baisse de 37,8 % des charges d'exploitation de COLAB découlant du volume d'activités moins élevé.

BAIIA ajusté de 3 470 000 \$, soit une variation favorable de 5 076 000 \$, expliquée principalement par :

- l'amélioration de 45,0 % du BAIIA ajusté négatif de « TVA Sports » telle qu'expliquée ci-dessus; contrebalancée en partie par :
- la diminution de 38,4 % du BAIIA ajusté du Réseau TVA.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 101,4 % pour le deuxième trimestre 2019 à 96,0 % pour la même période de 2020. Cette baisse provient essentiellement de la diminution plus importante des charges d'exploitation que la diminution des produits d'exploitation.

Comparaison des six premiers mois de 2020 et 2019

Produits d'exploitation de 194 828 000 \$, soit une diminution de 31 376 000 \$ (-13,9 %), principalement attribuable à :

- des baisses reliées au contexte actuel de la COVID-19 telles que :
 - la baisse de 20,2 % des revenus du Réseau TVA provenant essentiellement d'une baisse de 20,9 % des revenus publicitaires;
 - la baisse de 56,5 % des revenus publicitaires de « TVA Sports » compte tenu essentiellement du report d'événements sportifs diffusés par la chaîne tel que mentionné ci-dessus; et
 - la baisse de 22,0 % des revenus de COLAB découlant d'un volume d'activités moins élevé; et
- un ajustement rétroactif défavorable au niveau des droits de retransmission du signal dans les régions éloignées ayant eu un impact sur les revenus du Réseau TVA;

contrebalancés en partie par :

- l'augmentation de 2,1 % des revenus d'abonnement provenant des chaînes spécialisées comparables et découlant du renouvellement de la majorité de nos ententes de distribution à des tarifs reflétant la juste valeur de nos chaînes; et
- l'ajout des revenus des chaînes spécialisées « Évasion » et « Zeste » pour un semestre complet à la suite de leur acquisition le 13 février 2019.

Charges d'exploitation de 187 529 000 \$, soit une baisse de 37 801 000 \$ (-16,8 %), expliquée principalement par :

- la baisse de 30,5 % des charges d'exploitation de « TVA Sports » qui s'explique principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019;

- la baisse de 14,6 % des charges d'exploitation du Réseau TVA expliquée principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019 à l'exception de la charge de mauvaises créances qui a légèrement augmenté pour le premier semestre 2020; et
- la baisse de 24,1 % des charges d'exploitation de COLAB découlant du volume d'activités moins élevé;

contrebalancées en partie par :

- l'ajout des charges d'exploitation des chaînes « Évasion » et « Zeste » pour un semestre complet à la suite de leur acquisition le 13 février 2019; et
- la hausse de 6,4 % des charges d'exploitation de « LCN » découlant essentiellement de la couverture de la situation actuelle reliée à la pandémie.

BAIIA ajusté de 7 299 000 \$, soit une variation favorable de 6 425 000 \$, expliquée principalement par :

- l'amélioration de 54,2 % du BAIIA ajusté négatif de « TVA Sports » compte tenu des économies importantes générées par le report d'événements sportifs diffusés par la chaîne qui ont plus que compensé la perte de revenus publicitaires;

contrebalancées en partie par :

- la diminution de 60,7 % du BAIIA ajusté du Réseau TVA telle qu'expliquée ci-dessus.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 99,6 % pour le premier semestre 2019 à 96,3 % pour la même période de 2020. Cette baisse provient essentiellement de la diminution plus importante des charges d'exploitation que la diminution des produits d'exploitation.

Acquisition des actions des sociétés du groupe Serdy Média inc. et du groupe Serdy Vidéo inc. (« Acquisition de Serdy »)

Le 13 février 2019, la Société a acquis la totalité des actions des sociétés du groupe Serdy Média inc., détenteur et exploitant des chaînes spécialisées « Évasion » et « Zeste », et du groupe Serdy Vidéo inc. qui exerce des activités de production télévisuelle, pour un prix d'achat en espèces totalisant 25 604 000 \$ incluant un montant de 1 604 000 \$ à titre d'ajustement en lien avec une cible préétablie de fonds de roulement convenue entre les parties, moins des espèces acquises de 519 000 \$. Les résultats découlant de l'exploitation des chaînes « Évasion » et « Zeste » sont inclus dans les résultats du secteur télédiffusion alors que les résultats découlant des activités de postproduction sont inclus dans les résultats du secteur des services cinématographiques et audiovisuels depuis la date d'acquisition. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de la Société de bonifier son offre de contenu télévisuel au bénéfice de ses téléspectateurs et de ses annonceurs.

Comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019

Produits d'exploitation de 7 460 000 \$, soit une diminution de 6 788 000 \$ (-47,6 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 70,8 % des revenus de location de studios, de mobiles et d'équipements découlant de l'arrêt des tournages provoqué par la crise sanitaire actuelle et l'arrêt des services non essentiels; et
- la baisse de 75,7 % des revenus de postproduction due à un volume d'activités moins élevé, également en lien avec la pandémie;

contrebalancées en partie par :

- la hausse de 37,3 % des revenus de doublage et de vidéodescription découlant, entre autres, des nouvelles conditions de licences du CRTC depuis le 1^{er} septembre 2019 en ce qui a trait à la vidéodescription.

Charges d'exploitation de 6 953 000 \$, soit une baisse de 5 458 000 \$ (-44,0 %). Cette baisse est expliquée principalement par la pandémie en cours, provoquant l'arrêt des services de production et un ralentissement important de la majorité des activités de ce secteur, entraînant des économies au niveau de la main-d'œuvre, incluant la comptabilisation de la Subvention salariale d'urgence, de même que des économies au niveau des frais variables dû au volume d'activités moindre. Notons les variations suivantes :

- la baisse de 55,6 % des charges d'exploitation provenant de la location de studios, de mobiles et d'équipements;
- la diminution de 55,5 % des charges d'exploitation provenant des activités de postproduction; et
- la baisse de 33,7 % des charges d'exploitation reliées aux activités d'effets visuels;

contrebalancées en partie par :

- la hausse de 11,9 % des charges d'exploitation afférentes au volume d'activités plus élevé de doublage et de vidéodescription.

BAIIA ajusté de 507 000 \$, soit une variation défavorable de 1 330 000 \$, expliquée principalement par l'arrêt des services de location de studios, de mobiles et d'équipement ainsi que par un ralentissement des activités de postproduction. Les activités d'effets visuels ainsi que les activités de doublage et de vidéodescription ont, quant à elles, connu une augmentation de rentabilité directement attribuable à la croissance de leurs revenus et à la Subvention salariale d'urgence dont les effets visuels ont pu bénéficier.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 87,1 % pour le deuxième trimestre 2019 à 93,2 % pour le deuxième trimestre 2020. Cette augmentation provient essentiellement de la diminution plus importante des produits d'exploitation que les économies générées au niveau des charges d'exploitation.

Comparaison des six premiers mois de 2020 et 2019

Produits d'exploitation de 25 442 000 \$, soit une diminution de 1 759 000 \$ (-6,5 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 42,7 % des revenus de postproduction dû à un volume d'activités à la baisse et particulièrement affecté par les résultats du deuxième trimestre 2020 tel qu'expliqué ci-dessus; et
- la baisse de 4,6 % des revenus de location de studios, de mobiles et d'équipements également grandement affectés au cours du deuxième trimestre par la crise sanitaire actuelle entraînant l'arrêt

des tournages alors que le premier trimestre 2020 avait affiché un volume d'activités élevé avec la présence d'une production d'envergure dans nos studios;

contrebalancées en partie par :

- la hausse de 46,8 % des revenus de doublage et de vidéodescription découlant des nouvelles conditions de licences du CRTC depuis le 1^{er} septembre 2019 en ce qui a trait à la vidéodescription; et
- la hausse de 18,5 % des revenus provenant des activités d'effets visuels.

Charges d'exploitation de 21 763 000 \$, soit une baisse de 3 495 000 \$ (-13,8 %). Cette baisse est expliquée principalement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019 qui ont entre autres entraîné les variations suivantes :

- la baisse de 21,4 % des charges d'exploitation provenant de la location de studios, de mobiles et d'équipements;
- la diminution de 29,7 % des charges d'exploitation provenant des activités de postproduction; et
- la baisse de 7,7 % des charges d'exploitation reliées aux activités d'effets visuels;

contrebalancées en partie par :

- la hausse de 41,7 % au niveau des charges d'exploitation afférentes au volume d'activités plus élevé de doublage et de vidéodescription.

BAIIA ajusté de 3 679 000 \$, soit une variation favorable de 1 736 000 \$, expliquée principalement par l'augmentation de 150,3 % du BAIIA ajusté généré par les activités de location de studios, de mobiles et d'équipements, à l'amélioration de la rentabilité des activités d'effets visuels ainsi qu'à l'augmentation de 79,4 % du BAIIA ajusté généré par les activités de doublage ainsi que de vidéodescription alors que les activités de postproduction ont connu une baisse de rentabilité.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 92,9 % pour le premier semestre 2019 à 85,5 % pour le premier semestre 2020. Cette diminution provient essentiellement de la baisse des charges d'exploitation.

Magazines

Comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019

- **Produits d'exploitation** de 10 037 000 \$, soit une baisse de 5 486 000 \$ (-35,3 %), principalement attribuable à l'impact de la cessation de la publication du « ELLE Canada » et du « ELLE Québec » dont les dernières mises en marché ont été celles du mois de mai 2019 ainsi qu'aux baisses suivantes pour les magazines comparables découlant entre autres de la situation de la COVID-19 qui a entraîné la réduction du nombre de parutions pour certains titres :
 - la baisse de 43,3 % des revenus publicitaires essentiellement pour les catégories « Féminin » et « Décoration »;
 - la baisse de 27,7 % des revenus en kiosque principalement pour les catégories « Artistiques » et « Décoration »; et
 - la baisse de 36,9 % des revenus d'abonnement, principalement pour les catégories « Féminin » et « Décoration ».

Fonds du Canada pour les périodiques

Le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistré à titre de produits d'exploitation et représente 26,7 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020 (19,2 % pour la période correspondante de 2019). Cette augmentation résulte d'une mesure d'aide gouvernementale additionnelle offerte afin d'aider les entreprises de cette industrie à faire face à la crise sanitaire actuelle et résultant en la bonification de 25 % de la subvention reçue pour l'année de référence 2020-2021.

Statistiques de lectorat

Avec plus de 3,6 millions de lecteurs multiplateformes pour ses titres mensuels francophones, Groupe TVA est l'éditeur de magazines mensuels francophones numéro 1 au Québec et un joueur de premier plan dans le marché des magazines au Canada avec plus de 8,7 millions de lecteurs multiplateformes.

Référence canadienne en art de vivre, « Canadian Living » rejoint plus de 4,3 millions de lecteurs multiplateformes tandis que son pendant francophone, « Coup de pouce », est le magazine francophone art de vivre le plus lu avec près de 1,5 million de lecteurs toutes plateformes confondues.

Au Québec, « Clin d'œil » est le magazine de mode beauté numéro 1 avec 701 000 lecteurs toutes plateformes confondues et « Les idées de ma Maison » est la référence en décoration, rejoignant 747 000 lecteurs multiplateformes.

Dans le marché anglophone, « Style at home » demeure un incontournable de la décoration au Canada et rejoint plus de 2,2 millions de lecteurs multiplateformes.

Source: Vividata, Printemps 2020, Total Canada, 14+, 1^{er} janvier au 31 décembre 2019

Charges d'exploitation de 7 147 000 \$, soit une baisse de 5 165 000 \$ (-42,0 %), principalement attribuable à :

- la baisse des charges d'exploitation reliée à la cessation de la publication du « ELLE Canada » et du « ELLE Québec » en mai 2019;
- des économies au niveau de la rémunération découlant d'une réduction des effectifs offrant une prestation de services et de la Subvention salariale d'urgence attribuable aux employés en poste;
- des économies de coûts pour les magazines comparables en lien avec la réduction du nombre de parutions pour certains titres, notamment une réduction des frais d'impression, des coûts de contenu et des frais d'abonnement, plus spécifiquement au niveau des campagnes de recrutement et de la distribution; et
- des économies de coûts opérationnels découlant de plans de rationalisation des effectifs et des dépenses mis en place au cours des derniers trimestres.

BAIIA ajusté de 2 890 000 \$, soit une variation défavorable de 321 000 \$, expliquée principalement par la baisse des produits d'exploitation qui a été supérieure à la baisse des charges d'exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 71,2 % pour le second trimestre de 2020 contre 79,3 % pour la même période de 2019. Cette diminution s'explique principalement par la diminution plus importante des charges d'exploitation en proportion des charges totales du secteur par rapport à la baisse des produits d'exploitation en proportion des produits totaux du secteur.

Comparaison des six premiers mois de 2020 et 2019

- **Produits d'exploitation** de 20 330 000 \$, soit une baisse de 9 851 000 \$ (-32,6 %), principalement attribuable à l'impact de la cessation de la publication du « ELLE Canada » et du « ELLE Québec » dont les dernières mises en marché ont été celles du mois de mai 2019 ainsi qu'aux baisses suivantes pour les magazines comparables découlant entre autres de la situation de la COVID-19 tel que mentionné dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019 :
 - la baisse de 40,7 % des revenus publicitaires essentiellement pour les catégories « Féminin » et « Décoration »;
 - la baisse de 23,4 % des revenus en kiosque principalement pour les catégories « Artistiques » et « Décoration »; et
 - la baisse de 31,3 % des revenus d'abonnement, principalement pour les catégories « Féminin » et « Décoration ».

Charges d'exploitation de 16 776 000 \$, soit une baisse de 8 813 000 \$ (-34,4 %), principalement attribuable aux mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019.

BAIIA ajusté de 3 554 000 \$, soit une variation défavorable de 1 038 000 \$, expliquée principalement par la cessation de la publication du « ELLE Canada » et du « ELLE Québec » ainsi que par la baisse des produits d'exploitation qui a été supérieure à la baisse des charges d'exploitation pour les titres comparables.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 82,5 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020 contre 84,8 % pour la même période de 2019. Cette diminution s'explique par le même élément que celui mentionné dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019.

Production et distribution

Comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019

Produits d'exploitation de 2 869 000 \$, soit une diminution de 610 000 \$ (-17,5 %), principalement attribuable à un décalage dans le temps de la distribution de films produits par Incendo pour certains territoires dont l'Espagne et la France.

Les activités reliées à la distribution de films produits par Incendo représentent 89,2 % des produits d'exploitation de ce secteur pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020 alors qu'elles représentaient 85,3 % pour la période correspondante de 2019. Les productions d'Incendo consistent principalement en des films à suspense dont les revenus proviennent environ à 80 % d'une distribution à l'international pour le deuxième trimestre 2020 (environ à 81 % pour la période correspondante de 2019).

Charges d'exploitation de 2 441 000 \$, soit une baisse de 716 000 \$ (-22,7 %) expliquée principalement par la diminution des frais variables en lien avec la baisse des revenus ainsi que par des économies au niveau des frais d'administration, notamment pour les frais de déplacement en lien avec la situation de la COVID-19, la rémunération ainsi que les honoraires professionnels.

BAIIA ajusté de 428 000 \$, soit une variation favorable de 106 000 \$, expliquée principalement par des économies au niveau des frais d'administration qui ont plus que compensé la diminution de la marge brute pour la production et la distribution de films.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur production et distribution (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 85,1 % pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020 contre 90,7 % pour la même période de 2019. Cette baisse s'explique principalement par les économies au niveau des frais d'administration.

Comparaison des six premiers mois de 2020 et 2019

Produits d'exploitation de 7 622 000 \$, soit une augmentation de 4 143 000 \$ (119,1 %), principalement attribuable à l'ajout des revenus découlant de l'Acquisition d'Incendo le 1^{er} avril 2019 pour un semestre complet en 2020.

Les activités reliées à la distribution de films produits par Incendo représentent 77,9 % des produits d'exploitation de ce secteur pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020 alors qu'elles représentaient 85,3 % pour la période correspondante de 2019. Les productions d'Incendo consistent principalement en des films à suspense dont les revenus proviennent environ à 84 % d'une distribution à l'international pour le premier semestre 2020 (environ à 81 % pour la période correspondante de 2019).

Charges d'exploitation de 6 527 000 \$, soit une hausse de 3 370 000 \$ (106,7 %). Cette hausse est expliquée principalement par l'ajout des charges d'exploitation découlant de l'Acquisition d'Incendo pour un semestre complet en 2020.

BAIIA ajusté de 1 095 000 \$, soit une variation favorable de 773 000 \$, expliquée principalement par l'ajout du BAIIA ajusté découlant de l'Acquisition d'Incendo pour un semestre complet en 2020.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur production et distribution (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 85,6 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020 contre 90,7 % pour la même période de 2019. Cette baisse s'explique principalement par le même élément que celui mentionné dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2020 et 2019.

Acquisition des actions des sociétés du groupe Incendo (« Acquisition d'Incendo »)

Le 1^{er} avril 2019, en vertu d'une entente conclue le 22 février 2019, la Société a procédé à l'acquisition des actions des sociétés faisant partie du groupe Incendo, qui exerce des activités de production et de distribution d'émissions de télévision de grande qualité, destinées au marché mondial, pour une contrepartie en espèces de 10 392 000 \$ (déduction faite des espèces acquises de 859 000 \$ et d'un remboursement de 644 000 \$ à titre d'ajustement en lien avec une cible préétablie de fonds de roulement convenue entre les parties) et un solde à payer d'une juste valeur de 6 818 000 \$ à la date d'acquisition. Le prix d'achat est également assujéti à des ajustements liés à l'atteinte de conditions financières au cours des trois années suivant la date d'acquisition. La contrepartie conditionnelle a été évaluée à 1 739 000 \$ à cette même date, selon l'estimation de la valeur actualisée des ajustements conditionnels futurs. Cette valeur actualisée est fondée sur des données d'entrée importantes qui ne sont pas des données de marché observables, sur des hypothèses ainsi que sur une fourchette de probabilités d'atteinte de conditions financières. La répartition du prix d'achat comprend essentiellement des débiteurs, du contenu audiovisuel, des listes de clients, un écart d'acquisition ainsi que des créditeurs et charges à payer. Depuis la date d'acquisition, les résultats découlant de cette acquisition sont présentés dans un nouveau secteur d'activités, soit celui de la production et de la distribution.

Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de la Société de diversifier ses sources de revenus et d'élargir sa présence à l'international, notamment sur les marchés anglophones. L'écart d'acquisition lié à cette acquisition provient principalement de l'expertise de l'entreprise et de la croissance future attendue.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	30 juin		30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	28 543	\$ 17 685	\$ 44 121	\$ 12 842
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(2 453)	(3 902)	(8 309)	(9 107)
Disposition d'une immobilisation	310	-	310	-
Acquisitions d'entreprises	-	(11 036)	-	(34 505)
Autres	(789)	(1 031)	(1 667)	(2 329)
Remboursement (augmentation) de la dette nette	25 611	\$ 1 716	\$ 34 455	\$ (33 099)
	30 juin 2020		31 décembre 2019	
Situation à la fin :				
Découvert bancaire		5 874	\$	-
Dette échéant à court terme		3 962		44 846
Moins : espèces		(2 828)		(3 383)
Dette nette		7 008	\$	41 463

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en hausse de 10 858 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020 par rapport à la période correspondante de 2019. Cet écart est principalement dû à la variation nette favorable de 8 276 000 \$ au niveau des actifs et passifs d'exploitation, notamment au niveau des revenus reportés, des droits de contenu à payer ainsi que du contenu audiovisuel, contrebalancés en partie par des écarts défavorables au niveau des débiteurs compte tenu des subventions salariales à recevoir, des crédateurs et charges à payer, ainsi qu'à la hausse du BAIIA ajusté de 3 602 000 \$.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en hausse de 31 279 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020 par rapport à la période correspondante de 2019 principalement dû à la variation nette favorable de 25 375 000 \$ au niveau des actifs et passifs d'exploitation, notamment des écarts favorables au niveau des revenus reportés, des crédateurs et charges à payer ainsi que des droits de contenu à payer, ainsi qu'à la hausse du BAIIA ajusté de 8 142 000 \$.

Fonds de roulement de 11 714 000 \$ au 30 juin 2020 comparativement à un fonds de roulement de 5 505 000 \$ au 31 décembre 2019. Cet écart favorable de 6 209 000 \$ est principalement attribuable à la baisse de la dette échéant à court terme, contrebalancée en partie par la baisse du contenu audiovisuel et des débiteurs ainsi que par la hausse des droits de contenu à payer.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 2 453 000 \$ pour le deuxième trimestre de 2020, comparativement à 3 902 000 \$ pour la même période de 2019, soit une baisse de 1 449 000 \$ (-37,1 %). Cette baisse s'explique essentiellement par l'arrêt et le ralentissement de certains projets étant donné le contexte actuel liée à la pandémie.

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 8 309 000 \$ pour les six premiers mois de 2020, comparativement à 9 107 000 \$ pour la même période de 2019, soit une baisse de 798 000 \$ (-8,8 %). Cette baisse s'explique essentiellement par le même élément que celui mentionné ci-dessus, contrebalancée en partie par la variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créiteurs et charges à payer.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2020, la Société a investi dans ses équipements techniques pour la mise à niveau des régies de diffusion de certains studios en plus de mettre en place des infrastructures techniques et informatiques pour permettre le télétravail et de procéder aux investissements immobiliers nécessaires pour assurer la conformité et la sécurité de nos installations.

Disposition d'une immobilisation de 310 000 \$ pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2020 (nil pour les périodes correspondantes de 2019). Au cours du deuxième trimestre 2020, la Société a disposé d'un actif pour un produit de disposition de 310 000 \$.

Acquisitions d'entreprises nil au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2020 comparativement à 11 036 000 \$ au cours de la période correspondante de 2019 (Voir « Acquisition d'Incendo » ci-dessus). À la date de l'Acquisition d'Incendo, la Société avait déboursé 11 036 000 \$ (déduction faite des espèces acquises de 859 000 \$).

Acquisitions d'entreprises nil au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2020 comparativement à 34 505 000 \$ au cours de la période correspondante de 2019 (Voir « Acquisition de Serdy » et « Acquisition d'Incendo ci-dessus). En plus de la somme déboursée au cours du deuxième trimestre 2019 pour l'Acquisition d'Incendo, la Société avait également déboursé 24 000 000 \$, soit le prix d'achat convenu avant ajustement en lien avec une cible préalable de fonds de roulement convenue entre les parties, moins les espèces acquises préliminaires de 531 000 \$ au cours du premier trimestre 2019 pour l'Acquisition de Serdy.

Activités de financement

Dette échéant à court terme (excluant les frais de financement reportés) de 3 997 000 \$ au 30 juin 2020, comparativement à 44 863 000 \$ au 31 décembre 2019, soit une baisse de 40 866 000 \$ découlant essentiellement de l'encaissement de comptes à recevoir et de l'aide financière du Fonds du Canada pour les périodiques ainsi que du décalage de paiements de certains droits de contenu.

Situation financière au 30 juin 2020

Liquidités disponibles nettes de 67 799 000 \$, soit un crédit rotatif disponible et inutilisé de 70 845 000 \$ ainsi que des espèces de 2 828 000 \$, moins un découvert bancaire de 5 874 000 \$.

Au 30 juin 2020, la totalité du capital de 3 997 000 \$ était à rembourser sur la dette au cours de la prochaine période de douze mois.

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 0,6 année au 30 juin 2020 (0,1 année au 31 décembre 2019). La dette était constituée en totalité de dette à taux variable au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019.

La Société dispose d'un crédit rotatif de 75 000 000 \$ venant à échéance le 24 février 2021. Au 30 juin 2020, les sommes empruntées sur le crédit rotatif représentent 3 997 000 \$ d'acceptations bancaires portant intérêt au taux effectif de 1,93 % en plus d'une lettre de crédit en circulation d'un montant de 155 000 \$. Au 31 décembre 2019, les sommes empruntées sur le crédit rotatif représentaient 44 863 000 \$ d'acceptations bancaires portant intérêt au taux effectif de 3,39 % en plus d'une lettre de crédit en circulation d'un montant de 155 000 \$.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de sa convention de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 30 juin 2020, la Société respectait toutes les conditions relatives à sa convention de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 30 juin 2020

Tableau 6

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 30 juin 2020 et 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	30 juin 2020		31 décembre 2019		Écart		Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actifs</u>							
Débiteurs	147 185	\$	160 552	\$	(13 367)	\$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités et d'un resserrement de nos politiques de crédit, contrebalancé en partie par l'augmentation de l'aide gouvernementale à recevoir en lien avec la Subvention salariale d'urgence comptabilisée au cours du trimestre.
Contenu audiovisuel	72 770		88 422		(15 652)		Impact de la variation courante et saisonnière des activités et du report de certains événements sportifs découlant de la pandémie.
<u>Passif</u>							
Dettes échéant à court terme	3 962	\$	44 846	\$	(40 884)	\$	Impact de l'encaissement de comptes à recevoir et de l'aide financière du Fonds du Canada pour les périodiques ainsi que du décalage de paiements de certains droits de contenu.
Autres éléments de passif	33 887		18 076		15 811		Impact de la comptabilisation d'une perte sur réévaluations liée à la variation du taux d'actualisation pour les régimes à prestations définies.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2020, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette et les obligations locatives, les sommes à payer et la contrepartie conditionnelle en lien avec l'Acquisition d'Incendo, les paiements pour des contrats d'acquisition de contenu audiovisuel ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 7.

Tableau 7

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette échéant à court terme	3 997 \$	- \$	- \$	- \$	3 997 \$
Obligations locatives	3 403	4 787	2 386	3 210	13 786
Paiement d'intérêts ¹	822	707	442	689	2 660
Sommes à payer et contrepartie conditionnelle	4 648	4 539	-	-	9 187
Droits de contenu	215 774	172 451	135 954	65 470	589 649
Autres engagements	12 885	11 575	1 760	124	26 344
Total	241 529 \$	194 059 \$	140 542 \$	69 493 \$	645 623 \$

¹Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 30 juin 2020 et incluent les frais de disponibilité sur le crédit rotatif ainsi que les intérêts sur les obligations locatives.

En 2013, QMI et Groupe TVA ont conclu une entente d'une durée de 12 ans avec Rogers Communications inc. concernant les droits de diffusion francophones de la LNH pour le Canada. Les charges d'exploitation reliées à ce contrat sont constatées dans les charges d'exploitation de la Société et les engagements totaux liés à cette entente ont été inclus dans les engagements de la Société.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du second trimestre 2020, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et associées pour un montant global de 25 248 000 \$ (25 780 000 \$ au second trimestre 2019).

Pour le deuxième trimestre de 2020, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et associées pour un total de 9 895 000 \$ (14 611 000 \$ pour le second trimestre de 2019).

De plus, au cours du deuxième trimestre 2020, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 1 163 000 \$ (1 661 000 \$ au deuxième trimestre 2019). Ces honoraires sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

La Société a également assumé des honoraires de gestion de la société mère pour un montant de 855 000 \$ pour le second trimestre de 2020 (855 000 \$ pour le second trimestre de 2019).

Au cours des six premiers mois de 2020, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et associées pour un montant global de 50 643 000 \$ (50 246 000 \$ pour les six premiers mois de 2019).

Pour les six premiers mois de 2020, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et associées, pour un total de 23 388 000 \$ (30 114 000 \$ pour les six premiers mois de 2019).

De plus, au cours du premier semestre 2020, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 2 460 000 \$ (3 225 000 \$ au premier semestre 2019).

La Société a également assumé des honoraires de gestion de la société mère pour un montant de 1 710 000 \$ pour les six premiers mois de 2020 (1 710 000 \$ pour les six premiers mois de 2019).

Capital-actions

Le tableau 8 présente les données du capital-actions de la Société. De plus, 505 000 options d'achat d'actions classe B de la Société étaient en circulation au 17 juillet 2020.

Tableau 8
Nombre d'actions en circulation au 17 juillet 2020
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

Éventualités et litiges

Dans le cadre de litiges commerciaux avec un câblodistributeur, des poursuites ont été engagées par la Société et contre la Société ainsi que contre Québecor inc. et certaines de ses filiales. À ce stade-ci des poursuites, la direction de la Société est d'avis que le dénouement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de la Société.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2020, pour les secteurs télédiffusion, des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que magazines, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été identifiée par la direction.

Le 1^{er} avril 2019, la Société a conclu l'acquisition des sociétés du groupe Incendo dont les activités sont présentées dans le nouveau secteur production et distribution. Au 30 juin 2020, la direction a terminé son analyse de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière de ce secteur et sera en mesure d'attester de l'efficacité de ceux-ci d'ici la fin de l'exercice. Veuillez vous reporter aux tableaux 1, 2 et 3 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements financiers sur ce secteur d'activités. Le tableau 9 fournit également certaines informations financières complémentaires.

Tableau 9
Informations financières complémentaires – Production et distribution

(en milliers de dollars)

	30 juin 2020
Actif à court terme	14 002 \$
Actif à long terme	3 903
Passif à court terme	4 488
Passif à long terme	2 216

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à www.sedar.com et www.groupetva.ca.

Mise à jour sur les risques et incertitudes

Les risques et incertitudes susceptibles d’avoir une incidence importante sur les activités d’exploitation et sur les résultats financiers de la Société sont présentés dans le rapport de gestion annuel de 2019 de la Société en date du 27 février 2020. La Société présente ci-après une mise à jour des risques et incertitudes depuis cette date.

Risques liés aux urgences en matière de santé publique, notamment la COVID-19

La crise entourant la pandémie de la COVID-19 évolue rapidement et elle pourrait continuer d’avoir une incidence importante sur les activités d’exploitation et les résultats financiers de la Société. L’ampleur des répercussions que pourrait avoir la pandémie de la COVID-19 sur la Société dépendra des développements futurs qui comportent un degré élevé d’incertitude, notamment la propagation de la maladie, la durée de l’éclosion, les effets sur les dépenses des consommateurs, les possibles perturbations dans la chaîne d’approvisionnement, ainsi que l’efficacité des mesures prises par les autorités gouvernementales visant à contenir la pandémie.

L’ampleur et les répercussions de la crise sanitaire actuelle ne sont pas encore connues dans leur entièreté. Les répercussions négatives potentielles de la pandémie de la COVID-19 comprennent notamment :

- une réduction significative des revenus publicitaires qui aura inévitablement des impacts sur les secteurs télédiffusion et magazines;
- une augmentation de nos mauvaises créances découlant de la situation précaire dans laquelle se retrouveront certains annonceurs;
- un bris de la chaîne d’approvisionnement du contenu en raison du report généralisé des tournages et l’incertitude liée à la présentation d’une offre concurrentielle de programmation originale;
- la suspension de toute diffusion en direct de manifestations sportives organisées par des ligues professionnelles dont le report ou non pourrait avoir un impact considérable sur nos coûts de contenu, sur la valeur du contenu audiovisuel afférent et sur les revenus découlant de ces événements;
- une réduction de la fréquence de mise en marché de certaines publications qui affectera les revenus du secteur magazines;
- l’arrêt de la plupart de nos activités de production de contenu qui aura un impact sur notre secteur des services cinématographiques et audiovisuels et celui de la production et distribution;
- l’incidence de la législation, de la réglementation et des autres interventions gouvernementales en réponse à la pandémie de la COVID-19;
- l’incidence négative sur les marchés des capitaux; et

- la capacité d'accéder aux marchés financiers à un coût raisonnable.

Ces risques ou incertitudes pourraient avoir un impact défavorable important sur les activités, les perspectives, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques liés à la perte de clients clés dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que dans le secteur production et distribution), les risques liés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique, les risques liés à la capacité d'adaptation de la Société face à l'évolution technologique rapide et aux nouvelles formes de diffusion ou de stockage, les risques liés aux relations de travail ainsi que les risques liés aux urgences en matière de santé publique, notamment la COVID-19, et toute mesure d'urgence mise en œuvre par le gouvernement.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et www.groupetva.ca, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2019 de la Société ainsi qu'à la mise à jour sur les risques et incertitudes du présent rapport de gestion intermédiaire.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 30 juillet 2020 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 30 juillet 2020

Tableau 10
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2020		2019	
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Exploitation				
Produits d'exploitation	103 855 \$	137 134 \$	164 196 \$	125 618 \$
BAIIA ajusté	7 366 \$	8 507 \$	33 568 \$	31 141 \$
(Perte) bénéfice net(te) attribuable aux actionnaires	(2 744) \$	(723) \$	16 030 \$	13 361 \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	(0,06) \$	(0,02) \$	0,37 \$	0,31 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	43 206	43 206	43 206
	2019		2018	
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Exploitation				
Produits d'exploitation	145 955 \$	134 141 \$	150 466 \$	127 418 \$
BAIIA ajusté	3 764 \$	3 967 \$	25 901 \$	28 087 \$
(Perte) bénéfice net(te) attribuable aux actionnaires	(6 224) \$	(6 715) \$	9 525 \$	14 090 \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	(0,14) \$	(0,16) \$	0,22 \$	0,33 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	43 206	43 206	43 206

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dû, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public, aux besoins en services de production des producteurs internationaux et locaux, à la demande de contenu de la part des télédifuseurs mondiaux et aux calendriers de livraison afférents. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur télédiffusion, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation et à la diffusion des événements sportifs en direct, alors que dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en services de production des producteurs internationaux et locaux. Dans le secteur magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre alors que dans le secteur production et distribution, les charges d'exploitation varient en fonction des calendriers de livraison ainsi que des revenus estimatifs futurs.

Par conséquent, les BAIIA ajustés des périodes intermédiaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre.